

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département  
politique, P. Dinichert, aux Légations de Suisse*

Copie  
RPAJ

Berne, 20 avril 1920

Pour faire suite à notre lettre du 14 de ce mois<sup>1</sup>, nous avons l'honneur de vous communiquer les renseignements suivants:

*Vorarlberg*

Un des délégués du Vorarlberg, de passage à Berne, nous déclare que plus que jamais son pays a les regards tournés vers la Suisse, d'où il espère le salut et la liberté. Il nous confirme que beaucoup d'anciens adversaires se rallient aujourd'hui à la cause suisse.

Les Vorarlbergeois suivent avec une inquiétude croissante le mouvement unioniste toujours plus accentué dans le Tyrol et en Autriche. Ils craignent que, si l'Autriche ou du moins le Tyrol passe à l'Allemagne, le Vorarlberg ne lui soit incorporé de force. Pour la Suisse, le péril allemand grandit donc de jour en jour sur notre frontière orientale.

L'ancien Secrétaire d'Etat, Mataja, chef influent des chrétiens-sociaux autrichiens, vient de déclarer à un des collaborateurs de M. Bourcart: «Sie (die Schweizer) erhalten Vorarlberg, dafür brauchen Sie keinen Finger zu rühren, das fällt Ihnen zu wie eine reife Frucht.» Bien que nous ne croyons pas à une solution aussi facile, ce langage d'un homme d'Etat autrichien est important à retenir et constitue certainement un encouragement pour les amis de l'incorporation du Vorarlberg des deux côtés du Rhin. Avant tout, le Vorarlberg devrait déclarer son indépendance, puis demander à être reçu dans la Confédération comme «zugewandter Ort».

[...]²

*Etats-Unis d'Amérique*

Comme la majorité du Sénat se montre de plus en plus hostile envers la politique présidentielle et la Ligue des Nations, il est évident que cette situation ne peut durer indéfiniment. M. Peter pense que les Etats-Unis seront appelés prochainement à envisager la négociation de nouveaux traités (séparés) pour tenir compte des circonstances nouvelles créées par la guerre et le Traité de Paix.

---

1. Non reproduite.

2. Ont été supprimés des passages sur le Portugal et l'Argentine.

*Autriche.*

A propos du voyage du Chancelier Renner à Rome, M. Bourcart nous écrit qu'il était projeté, comme d'ailleurs une visite à Belgrade, qui n'a pas encore eu lieu. L'invitation de l'Italie a trouvé M. Renner en Styrie, où il essayait de calmer les grévistes. A Rome, on a discuté, à côté de questions économiques, celles du Tyrol et de l'union de l'Autriche à l'Allemagne. Il paraît que le Gouvernement tyrolien et les partis politiques de ce pays traitent aussi à ce sujet avec l'Italie. Les journaux parlent de faire une province du Trentin italien et d'unir tout le Tyrol allemand au sud et au nord du Brenner en un Etat formellement autonome, sous protectorat italien. La réalisation de ce projet installerait les Italiens à Innsbruck et leur donnerait une frontière commune avec l'Allemagne, ce qu'ils désirent ardemment. Cette solution éventuelle nous préoccupe, car elle compliquerait pour le moins nos communications avec l'Orient.

Notons qu'à Rome le Chancelier autrichien a parlé des sections de secours de tous les voisins, en omettant intentionnellement les Suisses.

Dans une conversation, l'ancien secrétaire d'Etat Mataja, mentionné plus haut, a déclaré que l'union de l'Autriche à l'Allemagne est inévitable, vu qu'on ne peut faire une Autriche homogène et que la coalition menace de se désagréger. Mais l'Allemagne se montre froide, elle craint évidemment d'endosser les charges imposées à l'Autriche par le Traité de St-Germain et estime que le moment n'est pas encore venu. L'Italie ne serait pas hostile à l'union, l'Angleterre non plus; seule la France (qui est pourtant la moins intéressée) s'y oppose, mais elle est actuellement isolée et semble fatiguer ses grandes alliées.

Le commerce français et anglais a cherché à rétablir l'industrie autrichienne par des envois de matières premières. A Londres, un puissant consortium anglais s'est constitué à cet effet, mais veut imposer des conditions d'autant plus onéreuses qu'elles seraient valables pour 20 ans. Les fournisseurs resteraient propriétaires des matières premières jusqu'au moment où leur manipulation en Autriche serait terminée, mais se réservent le contrôle des prix et des exportations qui ne sont autorisées que vers des pays dont le change est élevé, ce qui exclut les anciens et lucratifs marchés d'Orient et des Balkans. Ces conditions, qui risquent de réduire l'industrie à l'esclavage, engagent les industriels à la résistance et à chercher un appui ailleurs, entre autres en Suisses.

[...]<sup>3</sup>

*Grande-Bretagne*

M. Paravicini attire notre attention sur le fait que l'incident franco-anglais est heureusement liquidé par une manifestation de solidarité alliée contre l'Allemagne, mais que, cette fois-ci, l'initiative part de Londres; si elle a une autre forme que celle prise par la France à Pâques, elle a cependant le même esprit et les mêmes buts. A Berlin, cette démarche portera le cachet d'une manifestation collective, c'est-à-dire prendra la forme que l'Angleterre vient précisément d'exiger pour tout acte de ce genre en connexion avec le Traité de Versailles.

---

3. Suivent des informations sur la Hongrie, la Pologne, les relations entre la Russie et les Etats baltes et sur l'Allemagne.

Mais, à considérer les choses au point de vue ententiste interne, le fait essentiel est que la proposition émane de M. Lloyd George et non pas de M. Millerand. N'y a-t-il pas là un indice, ne pouvant guère passer inaperçu, que l'Angleterre, qui se considère certainement comme la Puissance dirigeante de l'Entente, veut par cette attitude établir une fois de plus, d'une façon habilement masquée, son hégémonie au sein du Conseil des Alliés; elle ne voudrait pas que sur ce point il puisse exister des malentendus. Et ceux qui ont vu dans la protestation anglaise, lors de l'occupation de Francfort, avant tout une manifestation d'amour-propre britannique n'ont certainement pas été loin de la vérité. L'Entente est donc rétablie, l'hégémonie de la Grande-Bretagne accentuée, et tout le monde, y compris la France, satisfait.

Personne en Angleterre ne doute que c'est le Gouvernement de Londres qui doit avoir la première place partout où il s'agit de questions vitales pour l'Europe.

Les questions principales à l'ordre du jour sont le Traité avec la Turquie et l'application du Traité de Versailles à la question de l'approvisionnement en charbon. Cette dernière a aujourd'hui une importance qui dépasse le domaine économique et elle cause à tous les Gouvernements les plus vives alarmes. Depuis les fortes restrictions de l'exportation américaine et l'effondrement de l'exportation allemande, tout le monde adresse des supplications fébriles au Gouvernement britannique. Nous faisons nous-mêmes, depuis des semaines, des démarches pressantes et il est permis d'espérer que l'étude de la crise du charbon par la Conférence de San Remo sera de nature à porter un remède à cette situation inquiétante.